

SNCS-HEBDO09 n°01

26 janvier 2009

Un discours de mensonges et de haine

*Manifestation du 29 janvier
Recherche et enseignement supérieur
Rendez-vous Ile-de-France
Jussieu 14 heures*

Dans un discours de mensonges et de haine, Sarkozy a justifié et annoncé la mort du CNRS en 2009. En faisant participer massivement les laboratoires et les personnels à la consultation du C3N, en agissant dans les sites universitaires aux côtés de nos collègues du SNESUP, faites lui ravalier ses insultes. "*Je vous remercie d'être venu, il y a de la lumière, c'est chauffé*", (...) "*on commence à vous dire plus, plus d'argent. Et pour tout le monde, même ceux qui n'avaient pas d'idée d'utilisation*" : voilà l'image que le Président de la République veut donner à l'opinion de notre recherche. A l'occasion du "*lancement de la réflexion pour une stratégie nationale de recherche*", le 22 janvier à l'Elysée, Sarkozy fut d'une rare violence vis-à-vis de notre système d'enseignement supérieur et de recherche et montra une haine même pas masquée vis-à-vis des scientifiques.

Jean-Luc Mazet, secrétaire général du SNCS-FSU

La mort annoncée du CNRS pour 2009. Pour être simple ([voir le discours commenté](#)), Sarkozy a annoncé la mort du CNRS et sa transformation totale en agence de moyens.

L'argumentaire est pitoyable, bourré de clichés et de mensonges : "*Nulle part dans les grands pays, sauf chez nous, on n'observe que des organismes de recherche sont à la fois opérateurs et agences de moyens*". A l'évidence, Sarkozy ne connaît pas le système allemand (4 types d'organisme), espagnol ou même américain. Alors que nous écrivions sur ce site il y a un an : "*La deuxième difficulté [pour faire des comparaisons internationales] vient du fait (...) que beaucoup de pays ne décomptent pas les post-docs et les doctorants parmi les chercheurs, particulièrement les Anglo-saxons : si on compare le coût d'une publication par chercheur, cela n'a aucun sens*". C'est précisément ce que fait Sarkozy pour affirmer que "à budget comparable, un chercheur français publie de 30 à 50 % en moins qu'un chercheur britannique".

La réflexion "pour une stratégie nationale de recherche et d'innovation".

Nous sommes pour une recherche dans la société, ni en dehors, ni aux ordres de celle-ci. Il est tout à fait normal que la stratégie nationale de recherche fasse l'objet d'un débat public faisant participer tous les intéressés. Il est tout aussi normal que le progrès des connaissances se fasse en toute liberté, sur la seule base de la qualité du travail. En ce qui concerne les recherches finalisées ou appliquées, après que les objectifs ont été fixés par le Parlement, il appartient aux seuls chercheurs et à leurs instances représentatives de choisir les voies et moyens scientifiques pour les atteindre.

Mais ce que propose Sarkozy n'a rien à voir avec le grand débat national que nous souhaitons. C'est un comité entièrement nommé qui va piloter l'ensemble du dispositif sur des thèmes (des conclusions ?) prédécidés. Tout ce qui est représentatif (instances scientifiques, syndicats, associations, élus) a été systématiquement écarté. Il est clair que le gouvernement cherche une caution d'apparence démocratique à l'ensemble des réformes faites sans aucune négociation. L'autre objectif est de donner une légitimité à l'accentuation de sa conception par trop utilitariste de la recherche et de trouver un prétexte pour réorienter la faible part des recherches encore libres sur des thématiques qu'il a, pour l'essentiel, déjà choisies.

Raison de plus de réaffirmer partout nos positions :

- maintien du CNRS comme organisme de recherche omnidisciplinaire dans ses missions, ses prérogatives, ainsi que le statut de titulaire de ses personnels ;
- développement de l'emploi scientifique statutaire en lieu et place de la précarité, rétablissement des postes supprimés, notamment par la procédure des "chaires" ;
- défense des UMR avec accroissement des crédits de base, reversement de l'argent de l'ANR pour créer des programmes inter-organismes négociés entre ceux-ci.
- rétablissement des instances scientifiques dans leur rôle d'évaluation.

Au-delà de la journée du 29 janvier, de la consultation du C3N, de la participation aux actions et des grèves dans les universités, nous répondrons à la hauteur des attaques.